

se forgent. C'est fragile, mais on avance un peu.

Un petit matin, les forces de police bouclent le secteur. Les personnes ont été averties peu avant (entre deux jours ou quelques heures) de prendre leurs affaires avec elles. De plus, il y a des images qu'on voudrait ne pas avoir vues, des files de personnes africaines regroupées, avec des baluchons, entourées encadrés de CRS français en armes et uniformes, et ce jusqu'aux marches du bus. Ce qui reste sera *bulldozérisé*, c'est-à-dire écrasé, transformé en bris et débris, en poubelles. L'espace nettoyé sera grillagé. De même que le nombre de murs s'accroît sur la planète, le nombre de grilles s'accroît dans Paris. Ce qui est broyé avec les pauvres affaires, c'est aussi tous ces gestes perdus, ce travail de rafistolage parfois génial, et surtout, le lien social tissé entre voisins. Après chaque évacuation, il faut tout recommencer, mais pour quoi ? Une prochaine évacuation ?

Le bulldozer comme système produit la désaffiliation sauvage des personnes les plus vulnérables, dans nos démocraties en temps de paix. Le broyage des biens d'autrui ne devrait pas être licite. Mais on dirait que c'est la grande précarité de ces personnes, Roms ou migrants, dont le lien à l'objet est d'autant plus précieux et intense, qui rend invisible aux yeux des autorités la sauvagerie extrajudiciaire avec laquelle on les traite. La précarité extrême entraîne une sorte d'impunité pour les crimes commis à leur rencontre.

Véronique Nahoum-Grappe

DJIBOUTI DANS LE JEU INTERNATIONAL

Alors que les regains de tensions en mer de Chine méridionale suscitent l'inquiétude des décideurs politiques et concentrent l'attention des médias, l'onde de choc de ces tensions pourrait toucher les rives d'un petit territoire à l'est du continent africain. Djibouti concentre depuis quelques années la présence militaire des puissances internationales et attire les investissements étrangers du monde entier. Les jeux diplomatiques qui s'y jouent sont particulièrement révélateurs des évolutions du système international.

Cet îlot de tranquillité de 23 200 km², dans une région agitée par les conflits, accueillie par les troupes françaises, américaines, japonaises, européennes et bientôt chinoises, saoudiennes et peut-être russes. Les plus puissants États y ont pris place afin de lutter contre la piraterie, le terrorisme ou, plus récemment, comme base arrière dans le cadre de la guerre au Yémen. Djibouti représente également un atout économique majeur. Bien que ce territoire ne produise aucune richesse, il pourrait jouer un rôle de plate-forme régionale et une pièce maîtresse dans le projet d'intégration économique, soutenu par Pékin. Garnison internationale, plate-forme de correspondance maritime et logistique régionale, Djibouti l'oublié se trouve désormais au cœur du nouveau grand jeu international.

Un carrefour maritime convoité

À l'intersection du Bab-el-Mandeb, du golfe d'Aden et des routes de l'océan Indien, Djibouti se situe sur une route commerciale majeure entre l'Asie et l'Europe. Le détroit qui ouvre la mer Rouge jusqu'au canal de Suez est un centre névralgique permettant également l'approvisionnement énergétique des pays occidentaux. Dès lors, Djibouti concentre les différentes dimensions de la maritimisation des enjeux économiques internationaux. La sécurisation des approvisionnements et le libre accès aux détroits de Bab-el-Mandeb sont primordiaux pour les puissances économiques du système international. Djibouti concourt à la surveillance de cette route. Le risque sécuritaire n'y est pas imaginaire : plusieurs attentats terroristes ont été recensés au large des côtes yéménites au début des années 2000, et un Yémen en guerre fait craindre le pire.

Surtout, la position géographique de Djibouti sur cette route maritime est également un vecteur de déploiement de la puissance. Les puissances et les émergents veulent disputer la liberté de circulation qui caractérise le milieu maritime. Depuis 2008, l'augmentation du nombre d'opérations maritimes de lutte contre la piraterie, avec des missions formelles (Ocean Shield pour l'Otan ; Atalante pour l'Union européenne) ou *ad hoc* (avec des navires iraniens, sud-coréens, russes, indiens, etc.), a joué le rôle de catalyseur afin

de développer les coopérations et renforcer l'importance stratégique de Djibouti. Les navires de guerre japonais ou coréens mouillent dans le port djiboutien aux côtés des navires chinois. En 2014, les gouvernements chinois et djiboutiens signaient un accord de partenariat stratégique et en novembre 2015, la Chine annonçait la construction de sa première « facilité navale » à l'étranger, malgré les protestations des États-Unis qui sont invités par Djibouti à déplacer certaines de leurs installations. Dans le même temps, se répand la rumeur d'un accord qui permettrait aux bâtiments russes d'accoster sur les quais chinois et de s'offrir ainsi des facilités portuaires proches du Golfe. Difficile pour un petit pays endetté auprès de son nouveau partenaire asiatique de résister.

Singapour sur la mer Rouge

Djibouti entend devenir un « Singapour » sur la mer Rouge et ne souhaite pas dépendre uniquement des rentes stratégiques offertes par les bases militaires. Ces dernières années, les investissements étrangers se multiplient, particulièrement autour du port et des infrastructures ferroviaires. Le pays s'est ouvert aux investissements arabes et chinois. Près d'une dizaine de projets sont réalisés par des sociétés chinoises. Elles construisent notamment une zone franche, trois ports et deux chemins de fer vers l'Éthiopie. Le port à conteneurs s'est étendu et

modernisé, tandis qu'un terminal pétrolier et de nouveaux terminaux sont en construction. À partir de Djibouti, la puissance chinoise se verrait bien atteindre l'Afrique centrale et pourquoi pas l'océan Atlantique.

Djibouti regarde les riches monarchies au Nord mais compte bien également profiter de la dynamique économique éthiopienne dont elle représente le seul débouché vers la mer. La rupture des relations entre l'Érythrée et l'Éthiopie à la fin des années 1990 a mené cette puissance régionale de près de 95 millions d'habitants à faire converger ses flux commerciaux vers le port de Djibouti. Cette fonction de plate-forme est historique. Déjà, au XIX^e siècle, le colonisateur français avait fait de Djibouti un port de transit pour les marchandises exportées ou importées par l'empire abyssin. Néanmoins, Djibouti pourrait être dépassé par cette stratégie économique et se retrouver en position de vassalité avec son grand voisin qui ne cache pas son ambition d'aller au-delà d'une simple intégration économique.

Djibouti est partagé entre une interdépendance de plus en plus poussée avec son voisin du Sud, soutenu par le partenaire chinois, et son ancrage arabe. Djibouti, membre de la Ligue arabe, est pleinement intégré dans son espace arabe et le président Ismaïl Omar Guelleh tente de resserrer les liens depuis son arrivée au pouvoir en 1999, comme l'atteste l'ouverture de missions diplomatiques dans tous les pays du Golfe.

Djibouti se retrouve au cœur des luttes d'influences des puissances arabes sur le continent africain et dans le Golfe. Si Djibouti proclame une position de neutralité, ses engagements l'en éloignent. Sa communauté de destin avec l'Éthiopie fait du petit État un acteur du conflit historique qui oppose l'Éthiopie et l'Érythrée. Or l'Égypte semble s'être invitée dans ce conflit. Elle s'est rapprochée du régime totalitaire érythréen. Le maréchal al-Sissi ne semble pas vouloir se résigner à voir se construire sur le Nil Bleu le barrage éthiopien de la Renaissance qui privera l'Égypte de 12 à 25 % des eaux nécessaires à son activité économique. Les discours des diplomates éthiopiens reflètent un complexe obsidional à l'égard des Égyptiens. Djibouti a donc autorisé les troupes éthiopiennes à se positionner sur son territoire, non loin de la frontière érythréenne, alors même que les accrochages se multiplient entre les deux frères ennemis de la Corne et que le régime djiboutien n'a pas lui-même réglé son différend frontalier avec l'Érythrée.

Déjà engagé militairement en Somalie, Djibouti a également annoncé en 2015 qu'il rejoignait la coalition militaire arabe de lutte contre le terrorisme mené par la monarchie saoudienne. Quelques jours plus tard, Djibouti annonçait la signature d'un accord pour l'installation de facilités militaires saoudiennes dans le pays et rompait ses relations diplomatiques avec l'Iran.

Un besoin de reconnaissance

Si le comportement de Djibouti rappelle celui de nombreux petits États (création d’alliances, promotion du multilatéralisme), il se singularise par une volonté d’affirmation qu’illustrent son activisme diplomatique et militaire ainsi que la multiplication des garanties sécuritaires. En 2015, le président Ismail Omar Guelleh décrivait les concessions de bases militaires « non comme le procédé choisi pour faire gagner des devises au pays, mais plutôt comme le canal répertorié pour lui conférer une certaine visibilité sur le plan international¹ ». La stratégie du président consiste également à renforcer les liens de dépendance avec la Chine et l’Éthiopie. Néanmoins, cette politique pourrait mener Djibouti dans une posture inconfortable de vassalité et de perte de souveraineté.

Sonia Le Gouriellec (IRSEM)²

LA PROPAGANDE DE DAECH

La propagande officielle de l’« État islamique » (connu sous l’acronyme arabe *Daech*) diffusée sur Internet est plus complexe que ne le laissent entendre les médias

traditionnels et les résultats de certaines recherches francophones. L’étude critique de cette propagande permet pourtant de mieux comprendre le processus de radicalisation violente¹.

Une vision révolutionnaire du monde

La stratégie d’attraction de Daech profite d’un ensemble de crises sur les plans social, politique, religieux, économique et/ou donc identitaire qui caractérisent les sociétés contemporaines. Ainsi, Daech se présente comme un acteur alternatif à l’État-nation, à la famille moderne, ou encore à l’individualisme avec une nouvelle vision révolutionnaire du monde² véhiculée par sa propagande. En effet, les individus les plus vulnérables à la radicalisation violente, dont une grande partie éprouve du mal à trouver sa place dans la société, aspirent à une forme de subjectivité « hypernarcissique », un désir de s’affirmer et de « sortir de l’insignifiance³ ». Ils sont en

1. Nous nous intéresserons plus particulièrement aux techniques d’attraction déployées par cette propagande pour recruter de nouveaux sympathisant.e.s. Ainsi, le corpus exploité est constitué de toutes sortes de productions médiatiques disponibles sur Internet en trois langues (arabe, français et anglais) : magazines, bulletins de guerres, images et vidéos de propagande, chants rituels (*anasheed*), brochures.

2. Scott Atran, *L’État islamique est une révolution*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016.

3. Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l’homme (FMSH), 2014.

1. *La Nation*, 20 décembre 2015.

2. Les opinions émises dans ce document n’engagent que l’auteure. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.